

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1304 - 12 mai 1988 - 2 F

D 1304 PANAMA: DERRIÈRE L'AFFAIRE NORIEGA...

Une grave crise politique secoue le Panama depuis le 7 août 1987. A cette date en effet le général Noriega, commandant en chef des forces armées panaméennes et ami traditionnel des États-Unis, était soudain mis en accusation par ces derniers (cf. DIAL D 1226). C'était le début de troubles graves et de manifestations répétées de l'opposition qui durent jusqu'à ce jour. Le président de la République Delvalle, en février 1988, somma le général Noriega de démissionner. Réplique inattendue: le 26 de ce même mois, le général faisait destituer le président. Le coup d'Etat constitutionnel se soldait par la désignation d'un nouveau président de la République, Manuel Solis Palma, auparavant ministre de l'éducation. Les États-Unis ripostèrent aussitôt: suspension de l'aide économique et gel des fonds panaméens (la monnaie du pays est le dollar américain). Ces mesures ont pour effet d'ébranler sérieusement la place bancaire internationale installée à Panama et de provoquer une crise économique par manque de liquidités. Une grève générale illimitée est déclenchée mais finit par avorter. Un coup d'Etat militaire, le 16 mars, rate également. Et le général est toujours là...

Pourquoi cette crise inattendue? Faut-il croire Manuel Solis, le président issu du coup d'Etat du 26 février, quand il accuse les États-Unis de chercher à modifier voire abroger le traité sur le canal prévoyant sa nationalisation au 31 décembre 1999? Ci-dessous déclarations de Manuel Solis faites à l'agence cubaine *Prensa Latina* et publiées le 17 avril 1988 (extraits).

Note DIAL

(La présente interview a été réalisée au Palais du gouvernement de Panama. Le président Manuel Solis Palma y explique la nature de la crise déclenchée par les États-Unis pour atteindre leur principal objectif: rester dans la zone du canal et conserver les bases militaires qu'ils y possèdent au-delà de l'an 2000.)

Président Manuel Solis Palma. - En réalité l'attaque des États-Unis n'a pas commencé en janvier de cette année et sa phase de développement actuelle ne remonte pas non plus à juin 1987, mais à une date bien antérieure. La confrontation qui comporte une sorte de persécution du général Noriega a débuté il y a environ deux ans, et je l'attribue à un fait très clair: il est l'homme qui dirige les Forces de défense du Panama (FDP) et les États-Unis le considèrent comme un obstacle à leur objectif de conserver les bases militaires qu'ils possèdent dans la zone du canal et que les États-Unis désignent sous le terme de "zones retournées".

Question - Pourquoi il y a deux ans et pas avant, puisque les traités sont entrés en vigueur le 1er octobre 1979?

Quand les traités ont été signés, en septembre 1977, les bases n'avaient pas encore pour la stratégie de défense nord-américaine l'importance qu'elles ont acquise après le changement significatif qui s'est produit dans les relations avec l'Union soviétique. La décision ayant été prise d'éliminer les missiles à courte et moyenne

D 1304-1/2

portée, on en est revenu à la conception de la guerre traditionnelle, conventionnelle, selon laquelle ceux qui ont plus de forces ont plus de pouvoir. Les bases fixes retrouvent leur ancien rôle.

On peut reprendre l'image employée par le major Daniel Delgado, des FDP. En 1977, les Etats-Unis souffraient du "syndrome du Vietnam" c'est-à-dire qu'ils recherchaient la paix et la tranquillité après leur défaite, et quand ce syndrome est en train de changer, Reagan est candidat à la présidence et il est élu par la majorité qui, quatre ans avant, en 1976, ne l'avait même pas accepté comme précandidat. Le "syndrome du Vietnam" est remplacé par le "syndrome de Rambo" qui se traduit par un pouvoir arrogant et irrationnel pour s'imposer aux autres. L'invincible Amérique du Nord ne peut pas perdre une seule bataille, car cela irait contre son prestige, son image, sa dignité de puissance suprême du monde.

En 1977, il n'existait ni Nicaragua révolutionnaire, ni conflit au Salvador et tout ce qui se passe maintenant en Amérique centrale inquiète énormément les Etats-Unis.

Q. - Et pas non plus la Grenade de Maurice Bishop...

En effet. Et c'est pourquoi les bases du Panama sont devenues une question vitale pour les Etats-Unis, qui se déchaînent deux ans avant la phase finale des traités Torrijos-Carter qui prévoit le démantèlement des bases militaires du canal. Il est impossible de réinstaller les bases ailleurs d'un jour à l'autre et cela va coûter très cher. Les Etats-Unis cherchent donc à assurer la permanence et la possession des bases, mais les Forces de défense dirigées par Noriega constituent un obstacle. C'est alors que commencent les pressions du genre "voyons s'il y a moyen de s'entendre ou pas", puis l'accusation de trafic de drogue pour discréditer Noriega, la "révélation" qu'il s'agissait d'un problème vieux de dix ou quinze ans. Si c'était vrai, pourquoi n'avaient-ils pas fait la dénonciation à l'époque? L'amiral Poindexter a ensuite lavé Noriega de toute culpabilité dans cette affaire en disant que c'était un mensonge de la propagande.

Q. - C'était donc ça le mensonge que Poindexter a apporté quand il es venu ici en décembre 1985?

Non. A cette occasion, il lui a simplement demandé de démissionner. Après est venue la partie violente et, environ un an plus tard, le scandale Iran-contra montrait qu'il s'était agi d'une manoeuvre de propagande; mais ensuite la campagne contre Noriega reprend et s'intensifie car on estime qu'il a refusé le rôle qu'on voulait lui faire jouer, à savoir qu'il serve d'instrument d'attaque contre le Nicaragua, qu'il consente à la permanence des bases, etc. Je ne crois pas qu'il puisse y avoir d'autres raisons à une campagne de cette ampleur.

(...)

(Diffusion DIAL)